

Fontaine, notre planète commune, écologique et solidaire

Générosité monsieur le Maire ?

Au dernier conseil municipal le Maire a déclaré qu'il faisait preuve d'une grande "Générosité" en acceptant de recevoir un collectif d'habitants-es de Fontaine. Celui-ci venait demander aux élus d'accepter le dépôt d'un vœu contre la réforme gouvernementale sur le départ à la retraite à 64 ans.

Malheureusement malgré cette réforme injuste qui touche les plus défavorisés, les précaires, les femmes et un mouvement social qui mobilise de nombreux Fontainois-es, il a été acté par Franck LONGO et Laurent THOVISTE une fin de non recevoir.

Comment pouvait-il en être autrement de la part de deux édiles qui appliquent sans état d'âme les directives de Macron.

Notre groupe a déclaré soutenir cette démarche. Nous déposerons ce vœu et nous le voterons.

Par ailleurs, des membres du collectif, parents d'élèves, sollicitaient le Maire pour que celui-ci mette à disposition un hébergement d'urgence pour deux familles en souffrance et sans domicile dont les enfants sont scolarisés sur Fontaine.

Pour cette demande, le maire a répondu qu'il n'avait pas de solution. La Générosité du maire s'arrête à la porte de son bureau. Non seulement il ne met pas en application son leitmotiv de ses années d'opposition "réquisitionnons des logements" mais il se découvre une âme de "bétonneur" puisqu'il démolit les derniers logements d'urgence de la commune pour les remplacer, selon ses dires, par un projet immobilier.

Nous avons également eu une présentation d'un budget 2023 d'austérité avec augmentation des tarifs communaux et baisse du service rendu à la population. Malgré une augmentation importante des bases de la taxe foncière de 11 % sur 2 ans le maire n'a pas baissé les taux communaux, a supprimé l'exonération de cette taxe prévue lors des rénovations thermiques des maisons individuelles et en fait supporter généreusement les conséquences aux ménages Fontainois. La démocratie participative du maire s'enlise puisqu'il n'y a pas eu de réunion publique sur le budget.

Jean-Paul Trovero (PC), président

Amélie Amore (PS),
Raymond Souillet (société civile)

Oser à Fontaine

La face immergée de l'iceberg

Le budget très technique, trop technique, aurait pu masquer l'essentiel. Une communication efficace, une majorité qui ne montre que ce qui l'arrange et pourtant leur mandat c'est aussi :

- une tarification à l'usager comme variable d'ajustement. Injuste, individualiste.

- la hausse du prix de la cantine, bien plus importante pour les quotients les plus bas. Malgré la marge de manœuvre retrouvée, ils ont choisi d'accentuer l'injustice sociale.

- la hausse du prix de journée des résidences autonomes jusqu'à +9 %. Pas anodin pour des résident.e.s dont 40 % sont à l'aide sociale légale et dont la majorité a moins de 1200 € pour vivre.

Une compensation des dépenses d'énergie et baisse des financements départementaux par une subvention d'équilibre plus forte ? Non. Cette subvention diminuera même de -4 %.

- ces étudiants dont la situation économique se dégrade ? Toujours rien malgré nos demandes répétées.

- le Chantier, qui depuis 6 ans a servi gratuitement des milliers de repas à des personnes dans le besoin ? Ils l'expulsent.

- la santé ? Ils ont tout bonnement rejeté le centre de santé. Trop cher ? La même somme qu'ils veulent mettre dans les caméras de vidéosurveillance en 2023.

- la fin à l'accompagnement des familles migrantes. Pourtant, il n'y a pas de bons ni de mauvais accueillis, seulement des femmes, des hommes et des enfants en danger à qui nous devons tendre la main, sans jugement.

- la politique écologique ? Pas d'accord sur la façon de faire. Il ne s'agit pas de verdire la ville mais bien d'engager une véritable transition.

Côté politique des déchets, la démission fracassante de Mr Blanc a suffi à nous faire comprendre que ça n'était pas leur priorité.

- la politique sécuritaire ? Elle ne nous convainc pas... Elle se cache derrière des caméras. Cet axe n'est pas le bon.

Alors ils préfèrent mettre en avant des projets plus consensuels, financés par des impôts qui augmentent quand même finalement... et dont ils ne baissent pas les taux pour autant.

Sophie Romera (LFI), présidente

Jérôme Dutroncy (PG),
Camille Montmasson (EELV)